

Sur les quais de Bordeaux, un lieu de mémoire dédié aux victimes du génocide des Tutsis au Rwanda

Serge Latapy

Sud-Ouest, 7 février 2026

Vendredi 5 février, une plaque a été dévoilée et un arbre planté en mémoire aux victimes du génocide de 1994, quai de Queyries, en présence d'élus et d'associations.

La Ville de Bordeaux a désormais un lieu « *de rassemblement et de recueillement* » pour honorer les victimes du génocide perpétré contre les Tutsis au Rwanda. Ce vendredi 5 février, une plaque a été dévoilée et un orme, « *arbre du deuil et de la justice* » planté quai de Queyries, dans le parc des Angéliques. La plaque avait été inaugurée par le maire Pierre Hurmic le 7 avril dernier, date symbolique du début de génocide rwandais, en 1994 : plus d'un million de morts en moins de 100 jours. D'autres dispositifs mémoriels marquant cette histoire si proche (32 ans) et si lointaine (8 000 kilomètres), existent déjà en France, à Paris, Lyon, Toulouse, Rouen... Mais ils sont récents et encore rares.

« *Notre ville a tenu à être à l'avant-garde de la mémoire* », retrace l'élue aux relations internationales Céline Papin, représentant la mairie aux côtés de Baptiste Maurin (patrimoine), dans une cérémonie lancée par les

élèves du collège Cassignol, qui ont récité des extraits de *Petit pays* de Gaël Faye.

Partager la mémoire

Pourquoi un tel lieu à Bordeaux ? « *Parce qu'il faut accueillir la mémoire, comme vous avez accueilli les survivants qui vivent parmi vous* », dit Marcel Kabanda, président de l'association de soutien aux rescapés Ibu-ka (« Souviens toi », en langue kinyarwanda). Parce que « *L'existence d'un lieu comme celui-ci dans notre ville nous console. Il dit que le souvenir ne repose plus seulement sur les épaules d'une poignée de survivants et de militants* », témoigne la romancière Beata Umubyeyi Mairesse, Bordelaise et rescapée du génocide.

Et aussi parce que cette mémoire, d'autant plus douloureuse et qu'elle s'est longtemps heurtée « à l'indifférence, au déni et au négationnisme », est aussi une affaire française, comme l'a rappelé l'association Cauri. L'ampleur du génocide commis par l'État rwandais de l'époque est aujourd'hui bien do-



Vendredi 5 février, quai de Queyries, autour de Céline Papin et Baptiste Maurin, des membres des associations Ibuka et Cauri, lors de l'inauguration d'un lieu de mémoire en l'honneur des victimes du génocide au Rwanda. © Crédit photo : Thierry David / SO

cumentée. Tout comme le rôle de la France, qui a « *une histoire, une responsabilité politique au Rwanda* » comme l'a reconnu Emmanuel Macron en 2021 dans un discours à Kigali, cité sur la plaque. Le texte, « *validé par des historiens de référence* », insiste la Ville, finit sur la prévention des crimes contre l'humanité et le devoir de mémoire : « *Ibuka, souviens-toi* ».